

La rénovation urbaine, une optimisation de l'espace urbain ?

Entre reconquête, banalisation et ghettoïsation des espace marginalisés

Fanny LÉOSTIC¹

¹ Université de Paris X - Nanterre - 200, avenue de la République - 92001 Nanterre
UMR LOUEST 7145 du CNRS - 3-15, quai Panhard et Levassor - 75013 Paris.
fanny.leostic@gmail.com

Mots clés : France, quartiers, ville, loi Borloo, mixité.

Les quartiers périphériques des villes françaises sont au cœur des préoccupations médiatiques et politiques actuelles ; mais ils ne sont abordés que par leurs aspects négatifs (pauvreté, échec scolaire, violence...) et font figure d'« enfers urbains ». *A contrario*, l'intervention de l'État dans ces espaces, très médiatisée elle aussi, est présentée comme la recherche d'une optimisation de l'espace urbain, voire comme une « croisade » contre ces quartiers marginalisés. La loi Borloo d'août 2003 initie une politique de rénovation urbaine ; l'ampleur du nombre d'interventions sur le bâti ainsi que la hauteur de l'engagement financier de l'État symbolisent son implication dans la « question urbaine ». Dans quelle mesure la rénovation urbaine permet-elle l'optimisation de l'espace urbain, le bon fonctionnement de la ville et de la société urbaine ? Assurément, la question de l'optimisation est sous-tendue par une multiplicité de représentations et de valeurs, qu'il s'agira de décrypter. Pour qui optimise-t-on ? L'optimisation est-elle compatible avec l'équité, la justice sociale ?

I. Le vocabulaire de l'optimisation, une constante du discours en aménagement urbain

Une analyse rapide du vocabulaire de la rénovation urbaine – les termes de « rénovation », de « renouvellement » de « réhabilitation » sont utilisés – met au jour les valeurs associées aux opérations de rénovation, qui consistent en la démolition et la reconstruction de logements (sociaux notamment). Le discours est traversé par une opposition lexicale entre l'état initial des quartiers – c'est-à-dire avant la rénovation – désigné par des termes aux connotations très négatives (thème de la dégradation), et la rénovation, porteuse de valeurs positives. En effet, ces termes appartiennent au champ lexical de la reprise, voire de la résurrection. De plus, ils ont été empruntés au vocabulaire médical ou juridique, et signifient un retour au droit, à l'équilibre, à la santé. La métaphore est donc parlante et montre bien le jugement proféré sur ces espaces, assimilés à des membres handicapés de l'organisme urbain, alors que la rénovation est assimilée à une optimisation, une guérison.

II. L'optimisation, ou l'utopie d'une ville homogène et mixte

Le Programme National de Rénovation Urbaine, initié par la loi Borloo, a pour objectif de réduire les inégalités sociales et les écarts entre les territoires urbains, tout en garantissant la mixité sociale, valeur centrale à l'aune de laquelle on évaluera l'efficacité de la rénovation. Ces objectifs renvoient à l'image d'une ville mixte – c'est-à-dire dans laquelle des populations différentes cohabitent – qui serait également une ville identique en tous ses points, « moyenne ». Cette vision est contraire à ce que l'on observe dans toutes les villes, car elles sont caractérisées par une dualisation entre des quartiers riches et des quartiers pauvres, avec un degré d'exclusivité de ces espaces plus ou moins grand selon les sociétés. La mixité sociale fait donc figure d'utopie, ou au contraire de pis-aller. Si on ne peut offrir une ville mixte, du moins peut-on tenter de casser les concentrations de populations « à problèmes », ou, au minimum, les rendre invisibles par dispersion et par destruction des bâtiments porteurs de la stigmatisation. On aboutit plus souvent à une « juxtaposition sociale » qu'à une véritable mixité. La rénovation, plus qu'une optimisation, apparaît donc comme une recherche de banalisation des espaces marginalisés.

III. La rénovation et la création de nouvelles inégalités sociales et spatiales

L'optimisation est-elle équitable ? La rénovation permet l'embellissement des quartiers marginalisés, et tente d'améliorer leur image. Mais, loin de réduire les écarts entre les espaces, elle est la source de nouvelles inégalités. Entre les hommes d'abord : la rénovation urbaine réactive la césure entre la portion la plus aisée de la population du quartier en rénovation, qui saisit l'opération comme une opportunité, et les autres, qui en subissent les aspects négatifs, voire en sont exclus. Entre les espaces ensuite : la rénovation entraîne une fragmentation entre les espaces urbains, juxtaposant des espaces rénovés à d'autres qui poursuivent leur paupérisation. Globalement, la situation des quartiers rénovés devrait s'améliorer, mais en excluant la majorité des populations concernées. La rénovation conduit donc sans doute au beau, mais certainement pas au juste.